



LES RATS DE L'EUROPE

Le ministre indien de la Santé a mené une enquête stupéfiante: il y a, dans son pays, deux milliards quatre cents millions de rats qui dévorent chaque année vingt-six millions de tonnes de blé. Non seulement le blé dévoré par les rats suffirait à nourrir tous les Indiens, mais il en resterait encore pour l'exportation. Au contraire, cette année, le Président Johnson enverra en Inde quinze millions de tonnes de blé américain pour éviter la famine. La situation est encore aggravée par les traditions du Pays qui exigent qu'on laisse des multitudes de singes mourir de vieillesse, tandis que la religion interdit qu'on tue et mange les vaches.

Au Pays de Gandhi, sur 471 millions d'habitants, on compte cinq rats par personne. C'est trop: la moitié de la récolte nationale sert à nourrir les rats, les singes et les vaches, pendant que les indiens meurent de faim.

On dira: ce qui arrive aux Indiens est épouvantable. Pourtant, nous les envions. Un jour, on trouvera bien un remède contre les rats. Une organisation internationale enverra des poisons pour les anéantir. Et l'Inde mangera à sa faim.

Mais nous? Nous, les Européens de l'Est qui avons chez nous depuis plus de vingt ans des rats que pas une organisation mondiale ne nous aidera jamais, semble-t-il, à détruire? Il y a juste dix ans, les Hongrois essayèrent bien de s'en débarrasser. Malheureusement, ce sont les Hongrois qui sont morts. Pas les rats. A la différence des rongeurs indiens, les rats d'Europe orientale dévorent, outre le blé, le charbon, la viande, le poisson, le bois, l'or et le platine et boivent du pétrole. Nos rats à nous viennent de Russie et se sont installés depuis plus de vingt ans sur des terres qu'ils n'avaient jamais possédées données par Churchill à Staline, entre un verre de vodka et un sandwich au caviar.

Pour en venir à un épisode plus récent, le Dr. Apel, ministre d'Allemagne Orientale dans le secteur de l'économie, s'est suicidé le 3 décembre dernier. Pourquoi? Parce que sa conscience lui défendait d'accepter un traité commercial avec l'URSS susceptible de nuire à ses concitoyens. Si les dirigeants du communisme local en arrivent à se tuer plutôt que de se plier aux systèmes imposés par les Soviétiques derrière le rideau, on imagine aisément ce qu'est la vie de ces malheureux peuples pour qui une seconde paire de chaussures est un luxe inimaginable et le pain sans carte de rationnement une utopie.

L'histoire des vingt dernières années, est celle des rats qui ont envahi la moitié de l'Europe et qui, au nom de Karl Marx, rongent tout ce qu'ils trouvent.

Bientôt, nous débarquerons sur la Lune, sans passeports, mais nul ne peut traverser Berlin sans courir le risque de recevoir une balle dans le dos.

Dans une interview au "New York Times", M. Kossyguine, tout enflammé d'indignation contre la guerre au Vietnam, a dit que «les peuples combattront toujours contre ceux qui oppriment leur liberté et leur indépendance».

Un rat qui a le sens de l'humour, Mr. Kossyguine!



COMTE CARLO SFORZA
(1872 - 1952)

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, M. Maurice Faure.

Vice-Président, sir Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: délégués des organisations internationales et nationales adhérentes

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Président: M. Maurice FAURE.

Vice-Président: Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

Membres: M.A. ALERS, Baron BOEL, MM. Georges BOHY, Alfred BOREL, René COURTIN, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Lord GLADWYN, John MYND, F. JOCKIN, E. MAJONICA, René MAYER, J.H.C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, André VOISIN et Terje WOLD.

Secrétaire Général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: M. Georges BOHY.

I. Organisations membres du Mouvement Européen.

A. Internationales:

Association Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	
Président du Comité Fédéral	Henri BRUGMANS
Président du Comité Exécutif	André VOISIN
Conseils des Communes d'Europe	Henry CRAVATTE
Conseil Parlementaire du Mouvement Européen	Georges BOHY
Ligue Européenne de Coopération Economique	Baron BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	René DREZE
Mouvement Gauche Européenne	André PHILIP
Nouvelles Equipes Internationales	Théo LEFEVRE
Union des Résistants pour une Europe Unie	Jean KREHER

B. Nationales:

Conseils allemand, autrichien, belge, britannique, danois, français, grec, irlandais, italien, luxembourgeois, néerlandais, norvégien, suédois, suisse, turc; comités albanais, bulgare, hongrois, polonais, roumain, tchèque et des Pays Baltes.

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT, Directeur
Collège d'Europe (Bruges)	Henri BRUGMANS
Commission de l'Europe Centrale et Orientale	Etienne de la VALLEE POUSSIN

SECRETARIAT GENERAL INTERNATIONAL

Bruxelles, 4, avenue d'Auderghem, 57 1 - tél. 35.01.94.

Mr. Johnson n'oubliez pas Yalta!

Seule une Europe unie et libre dans les frontières de 1939 pourrait assurer la paix du monde ★ L'URSS doit se retirer sur son territoire et mettre fin au colonialisme en Europe.

Les peuplades indigènes de l'Australie utilisent une arme terrible et bien connue, qui revient vers celui qui l'a lancée après avoir frappé, le *boomerang*.

Il y a 20 ans, à Yalta, pour négocier les bases de la paix, Roosevelt, Staline et Churchill — les Trois Grands — ont fait fi de la sagesse politique, de l'esprit de justice, de la générosité des vainqueurs et ont utilisé leur *boomerang* dans un esprit de vengeance.

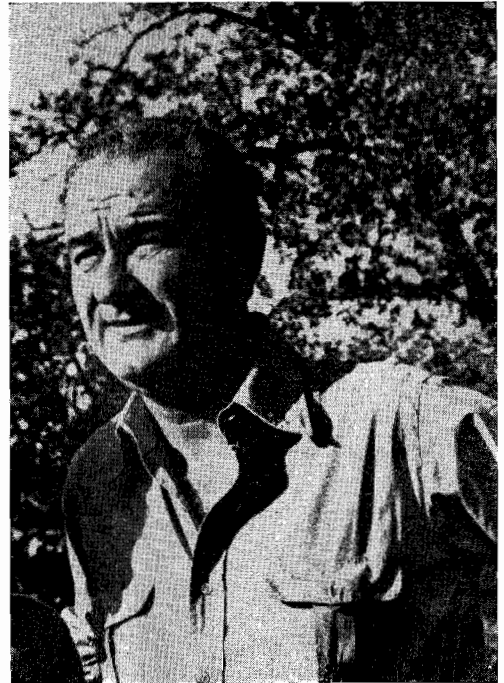
Et l'arme terrible, après avoir frappé l'objectif, dans ce cas l'Europe Orientale, retourne là où elle a été lancée et frappe précisément les peuples des Trois Grands.

Les Etats-Unis ont senti le retour du boomerang à Cuba et en Amérique du Sud; l'Angleterre en Afrique et dans tout son empire défunt. La Russie le sentira bientôt en Asie où les Chinois dans leur recherche désespérée d'espace finiront pas s'établir dans les zones désertes de la Mongolie ou ailleurs.

Il est donc du devoir du peuple américain et de ses alliés d'effacer l'erreur de Yalta et de libérer l'Europe Orientale de la colonisation qu'elle subit actuellement. Car c'est là, à Yalta, qu'est né il y a 20 ans le désordre social actuel: la moitié de l'Europe subjuguée par des idéologies et des systèmes politiques et économiques qui n'ont rien en commun avec les façons de vivre et les traditions du vieux continent.

Le reste est connu: c'est l'histoire tourmentée de ces vingt dernières années; le reste s'appelle Corée, Chine, Indochine, Canal de Suez, Algérie, Congo, Cuba, Amérique du Sud, pour en arriver à la crise du Vietnam.

Mais de quelle crise s'agit-il? Peut-être sera-t-elle déjà résolue quand cette revue sortira de presse. Ce n'est pas la question. Le Vietnam n'est qu'un prétexte, comme les



Mr. Lyndon Johnson

classiques « incidents de frontière » ou comme le furent Serajevo ou Danzig. La crise du Vietnam est en réalité une recherche acharnée et douloureuse: les futures alliances sont esquissées et les positions dans le conflit de demain se précisent.

Mais il semble que les Etats Unis et l'URSS — les deux plus grandes puissances atomiques — trouveront finalement un terrain d'entente, bien qu'il soit fort ardu de ma-

rier l'eau avec le feu.

Qui sera le bénéficiaire de cette entente? Evidemment la Russie (car il n'y a pas de menace chinoise contre les U.S.A., mais contre la Russie).

Et qui supportera les charges de cette entente? Evidemment les U.S.A.

« Il est difficile de tenir sans malaise la Russie pour un pays d'Europe »...

(André Malraux: "Les conquérants")

Il y a vingt ans, l'Amérique sauva la Russie envahie par Hitler et sa compensation ce fut la perte de l'énorme marché constitué par l'Asie et par les riches Pays de l'Est européen. En outre, elle doit toujours supporter la menace de Fidel Castro.

Aujourd'hui, les Etats Unis pourraient vraiment sauver la Russie des dangers qui l'entourent, mais nous demandons: le feront-ils, une fois de plus, sans imposer clairement leurs conditions, et sans rien prétendre en échange? En d'autres mots, l'administration Johnson refera-t-elle les terribles erreurs de Roosevelt?

Tout paraît le laisser prévoir. En 1963, quand la Russie mourait de faim, les Américains sauvèrent l'Union Soviétique en envoyant du blé et sans demander la contrepartie sur le plan politique. Comment une erreur aussi grossière a-t-elle pu être commise? On ne doit pas confondre la politique et la philanthropie.

Mais aujourd'hui, sur le terrain international, il y a un problème encore plus grave à résoudre: c'est la paix. Tous cherchent à le résoudre, plus ou moins sincèrement, mais sans trouver la clé. La clé est à Yalta, l'impardonnable, la tragique erreur de 1945.

Sans une Europe libre, unie et indépendante, la paix est impossible dans le monde. Jouer la carte de l'Europe est le jeu qui convient à tous, aujourd'hui: européens, américains, russes et chinois.

Une Europe unie, troisième bloc et troisième puissance mondiale, un empire de 400 millions d'hommes dans les frontières de 1939, de Brest à Bucarest et d'Helsinki à la Mer Noire, serait un puissant élément d'équilibre et ramènerait au calme les partenaires hystériques qui compromettent la paix.

L'équilibre, en politique comme en affaires, se réalise par combinaisons impaires. L'insertion d'une Europe puissante entre les deux blocs aujourd'hui existants serait une garantie de stabilité et constituerait un anneau de jonction entre deux mondes qui ne pourront jamais parler la même langue ni se comprendre sans passer par l'interprète européen.

Il dépend de la volonté de Washington, et il est de son intérêt, de renforcer par l'Europe unie la lutte pour la paix.

La Russie doit rentrer dans ses frontières. La Russie doit renoncer à exploiter les Pays et les terres qui ne lui appartiennent pas et son antistalinisme doit être démontré non par des mots mais par des faits.

Et, pour conclure, nous dirons à Johnson: « Monsieur le Président, ne recommencez pas les erreurs de Roosevelt à Yalta! Abolissez Yalta dans ses effets: c'est une tâche sur la conscience de votre généreux peuple qui a combattu et laissé ses morts en Europe pour un idéal de liberté et de justice, et non pour aboutir au colonialisme soviétique.

« La vraie raison pour laquelle la Russie n'est pas européenne n'a rien à voir avec la géographie: c'est la volonté russe ».

(André Malraux: "Les conquérants")

La Russie doit renoncer à la honteuse exploitation de l'Europe de l'Est. Et elle doit s'en retourner sur son territoire qui est assez grand et assez peu peuplé. L'Europe n'est pas une terre à coloniser. Et si elle n'a pas supporté l'hégémonie de deux européens qui s'appelaient Napoléon et Hitler, moins encore pourrait-elle supporter le tzar Molotov ou n'importe quel autre prophète asiatique.

Toute aide à la Russie, Monsieur le Président, qu'il s'agisse de blé, d'armes ou d'hommes, vous ne devez la donner *qu'avec une contrepartie*. C'est la Russie qui a besoin de vous, et non pas vous qui avez besoin d'elle. Mais aidez donc surtout l'Europe à se reconstruire dans ses frontières de 1939. Là est le salut. Pour tous. Y compris les Russes et les Chinois. Car là est la paix.

C. D.

LE CHEMIN DE MOSCOU

L'Europe inquiète apprend que le Président de Gaulle va se rendre prochainement à Moscou pour y discuter avec les dirigeants du Kremlin, de « sa sécurité ».

On sait trop, hélas, comment la Russie prétend assurer la sécurité de l'Europe: en la colonisant, pour mieux la protéger sans doute. Mais comme le général de Gaulle ne fut pas invité à Yalta et ne prit point part aux agapes au cours desquelles eurent lieu les fameux marchandages qui devaient aboutir à la colonisation des Pays de l'Est par les Soviets, on peut encore lui faire crédit, d'autant qu'il stigmatisa amèrement la fatale rencontre. On peut en particulier espérer qu'il tentera de trouver la solution de la question allemande, (une épine qui gêne beaucoup Moscou) puisqu'un pacte de coopération le lie à Bonn, en dehors même de l'association franco-allemande au Marché Commun. Supposition que semblerait confirmer un précédent: aussitôt après la Libération, le général, alors chef du gouvernement provisoire, avait déjà fait dans ce but un voyage à Moscou.

* * *

Sans aucun doute les récentes élections ont prouvé que la France est devenue particulièrement sensible aux questions européennes, et qu'elle n'aime pas l'Europe gaulliste. Mais le général va-t-il pour autant modifier ses vues? L'homme tend à rester fidèle à lui-même et Charles de Gaulle plus qu'un autre. Comme dit le philosophe, un pommier donnera toujours des pom-

mes. Mais si l'on ne peut changer la nature de l'homme on peut, remarque un des adversaires du général, le « Monsieur Europe » des Français, Jean Monnet, « changer son comportement en changeant le cadre de son action ».

* * *

C'est précisément ce que les Français ont tenté de faire en décembre dernier. Non qu'ils se fussent lassés de la « grandeur ». Quel peuple oserait en rire, une fois qu'il l'a connue? Mais ils désapprouvaient manifestement deux aspects de la politique de leur patriarce: la tiédeur des réformes sociales et, surtout, l'impossible, utopique Europe de l'Atlantique à l'Oural. Que la France soit restée à bien des égards, en dépit de sa grande Révolution, un pays d'âme féodale, est une réalité qui n'échappe guère qu'aux Français. Les millions d'agriculteurs de sa population en grande partie agricole mènent encore dans leurs fermes l'existence austère de leurs ancêtres; et les vélomoteurs ou les deux-chevaux Citroën sont le seul luxe qu'ils se permettent — sans doute à cause de leur laideur qui convient à leur humble condition — outre celui de rester fidèles au Seigneur de Colombey-les-deux-Eglises, qui sait dire et faire, avec de grandes manières, ce que les petites gens attachés à la glèbe n'ont que le loisir de rêver.

Mais le progrès galope et des villes pénètre dans les campagnes. On commence à penser à l'Europe et à apprécier les avantages du Marché Commun, à se dire que le gouvernement se montre

réticent à leur égard. Quelques « remontrances » dans la bonne tradition ne seraient pas inutiles. A défaut des « cahiers » des Etats-Généraux, l'élection plébiscitaire offre une occasion. Et, sans doute, les adversaires les plus acharnés du suffrage universel seront-ils ébranlés par le résultat spectaculaire des élections françaises. 24 millions d'électeurs environ qui n'ont pu se rassembler pour se consulter et planifier leur action, sont parvenus à faire entendre leur exigence de revendications, tout en assurant au chef qu'ils ne voulaient pourtant pas désavouer le pourcentage suffisant de 54% (Kennedy n'en avait pas obtenu autant).

* * *

Peu de temps avant les élections qui devaient lui faire comprendre que les Français ne le suivaient plus sans réserves, le général de Gaulle avait déclaré au cours d'une réunion du Conseil des Ministres: « Un certain nombre d'indices indiquent que les conditions qui avaient naguère fait obstacle au rapprochement de la Grande-Bretagne avec l'Europe continentale sont en train de s'atténuer. Le problème semble mûrir lentement dans un sens positif. Cette évolution, au cas où elle se produirait, serait regardée par la France avec sympathie ».

Nous aimerions savoir avec précision quels sont les « indices » auxquels le général fait allusion. On pourrait craindre qu'il ne s'agisse plutôt d'un artifice destiné à justifier une autre « évolution », celle de la pensée gaulliste.

Ce qui signifie, comme nous le savions déjà, que le général, aussi ferme qu'il soit dans ses convictions, peut changer d'opinion quant aux méthodes à adopter pour en arriver à ses fins. Mais quelle que peu déroutés par ce revirement en faveur d'une Angleterre qu'il excluait sans feinte du concert européen, il n'y a guère longtemps, nous lui demandons :

— Voulez-vous, mon général, faire l'Europe qui n'attend que le grand pouce capable de donner une impulsion décisive à son unité?

— Et, si oui, croyez-vous que l'Angleterre soit un appui auquel on puisse se fier? Ou bien, au contraire, ne souhaitez-vous ce rapprochement que pour reculer l'échéance d'une Europe qui n'est pas celle que vous voulez? Mais ces combinaisons diplomatiques, de haute virtuosité, certes, abuseront-elles longtemps les Français qui sont devenus des Européistes sincères? Qui donc, sur le continent, croit encore à la vocation européenne de l'Angleterre?

Et si l'alliance de l'Angleterre, en matière d'europeïsme, nous paraît des plus suspectes, que dire de celle de Moscou? La Russie n'est pas l'Europe: elle n'est entrée dans la culture occidentale qu'au XIXe siècle. Jusque là elle n'avait fait qu'importer les articles de luxe des Pays d'Occident, y compris leurs philosophes. D'âme, elle était restée mi-slave et mi-byzantine, étrangère au commun héritage greco-romain auquel puisaient les nations modernes. Et encore, quand elle entre dans la culture occidentale, par ses romanciers et ses musiciens, ne le fait-elle qu'avec une secrète répugnance, comme on peut admirer chez les autres ce qu'ils ont de précieux, mais sans l'aimer: dès qu'elle le peut, la Russie renonce à notre équilibre, à notre rationalisme et s'en re-

tourne à son dogmatisme oriental.

* * *

A propos de l'Europe et de la Russie, on sait que Tolstoï, ce Russe si magistralement et si superficiellement «occidentalisé», parla avec beaucoup d'intelligence, dans l'un de ses romans, des grands desseins de Napoléon. Lui aussi, après les hommes de la Révolution Française, quoique dans un autre esprit — mais au fond ne s'agit-il pas toujours d'une sorte de «mission» européenne qui tourmente la France? — rêva

d'une Europe unie. Ce qui lui valut du reste la haine implacable de l'Angleterre. Et ce qui l'entraîna sur le chemin de Moscou. Ce sont là des remarques bien simplistes et bien élémentaires, tout comme certaines superstitions. Mais ont dit que dans le secret de leur cœur tous les grands hommes cachent quelques petites superstitions. Plaise au ciel, qu'avant son départ pour Moscou, le général de Gaulle médite sur la funeste aura où s'évanouit jadis comme un songe la Grande Armée.

An. Gini



Les 90 ans de Konrad Adenauer

Le grand vieillard de Bonn

Ses compatriotes ont dit qu'il est « un monument du pays comme la Cathédrale de Cologne » et « le plus grand personnage de l'Allemagne d'après guerre, peut-être le plus grand Allemand du siècle, encore que le plus discuté ».

Et, certes, à Konrad Adenauer le fait d'être « le plus discuté » n'a jamais fait ni ne fera jamais peur, si à l'âge de 90 ans, il est encore capable de livrer bataille avec une énergie que bien des jeunes lui envieraient.

Car, des adversaires, ce grand, ce sage, cet austère Allemand de la « bonne Allemagne », en a en grand nombre. Mais s'ils ont remporté la victoire aux dernières élections, le vieil homme ne s'en tient pas pour battu. Toujours aussi droit, aussi combatif, il reste dans l'arène, comme on l'a bien vu à la veille de son anniversaire, alors que tous pensaient qu'une trêve tacite serait observée du côté de la « grande coalition » d'Adenauer-Luebke comme de la « petite coalition » gouvernementale. Mais le 4 janvier, pour les réceptions organisée en l'honneur du nouvel an, le chancelier Erhard déclarait publiquement au Président Luebke qu'il ne permettrait pas qu'on puisse faire surgir le doute dans l'opinion publique que la coalition gouvernementale était compromise. C'est, en fait, que l'actuel chancelier doit faire front à la guerre impitoyable qu'Adenauer mène contre lui, sans épargner les interviews les plus polémiques.

* * *

On peut avoir un adversaire politique sans cesser pour autant de l'estimer, ou même de l'aimer. Mais Konrad Adenauer n'aime pas Ludwig Erhard. De lui il a dit « ce n'est pas un homme politique et de toute façon c'est un paresseux ».

C'est que le vieux Chancelier a de la vie, de la politique et des hommes une toute autre conception que celle de Ludwig Erhard. Quand M. Willy Brandt, chef du parti social-démocrate, menait sa campagne électorale contre Ludwig Erhard, il avait choisi pour slogan: « l'Allemagne est un géant économique mais un nain politique ». Or, de cette réalité, Adenauer était pleinement conscient et cherchait à s'en évader. L'économiste Erhard n'est pas, selon lui, l'homme qui pourrait avoir les grandes vues politiques

destinées à stimuler la croissance du nain, et à faire des Allemands modernes autre chose que des « business men ».

* * *

Konrad Adenauer tentera — dit on — de renverser le gouvernement. Isolé, il est encore capable de bouleverser les milieux politiques allemands. Et de faire entendre sa



voix sur la scène internationale. Dernièrement, dans une interview au journal *Abendblatt* de Hambourg, n'a-t-il pas mis les Américains en garde contre l'intérêt excessif qu'ils portent à l'Asie. « L'Europe et non l'Asie — a-t-il dit — est le point faible de l'Amérique ». Il craint que la guerre au Vietnam ne provoque le réveil de l'isolationnisme américain ce qui ne serait pas sans graves conséquences pour l'Europe et l'Al-

Au Centre International d'Etudes et Documentation sur les Communautés Européennes à Milan

... sereine allocution de M. Giuseppe PELLA sur ...

Les difficultés et les espoirs de l'Europe

M. Giuseppe Pella qui a été Président du Conseil en Italie et plusieurs fois ministre est bien connu des milieux européens du monde entier. Partisan convaincu de l'unité, cet économiste qui est aussi un profond politique a su faire apprécier à l'étranger comme dans son Pays la modération courtoise mais tenace et constante avec laquelle il soutient et défend ses opinions inébranlables. Une grande largeur de vues, unie à la sérénité d'un jugement équilibré font de M. Pella qui a rempli déjà plusieurs charges ou missions dans les activités communautaires et qui est actuellement président du Centre International d'Etudes et Documentation sur les Communautés Européennes de Milan, l'un des meilleurs artisans de l'Europe de demain. C'est à l'occasion de l'ouverture du Ve Cours de Droit et Economie des Communautés Européennes organisé par le Centre susdit, à Milan, qu'il a exprimé cet hiver, au moment où les négociations du MEC s'étaient ensablées, un jugement serein et optimiste sur l'avenir de la Communauté.

« La cause de l'Europe — a-t-il dit notamment — demande un long chemin ; il serait absurde de penser qu'elle puisse être compromise par des prises de position contingentes qui ne représentent que de brèves parenthèses

(suite de la p. 7)
 lemagne ». Car, pour lui, l'Allemagne est étroitement solidaire de l'Europe. La division de l'Allemagne n'est pas un problème allemand, mais un problème européen, global et « la question allemande n'est pas un problème entre Bonn et Ulbricht ». Et il ajoute : « Tant que les divisions russes resteront au coeur de l'Europe, l'équilibre européen sera compromis. La sécurité européenne est déséquilibrée et la sécurité européenne est nécessaire à l'équilibre mondial ».

* * *

« Sécurité européenne », « équilibre mondial », ce sont les mots qui reviennent sans cesse dans ses discours. A l'automne dernier, il nous fit envoyer un passage du dis-

ses destinées à être emportées par l'élan de l'histoire... ».

« Les difficultés matérielles sont toujours surmontables... »

« Les difficultés actuelles et les incertitudes sur la voie de la politique européenne — a dit au début de son allocution M. Pella — ne doivent pas créer une atmosphère de pessimisme et de résignation. De même qu'après la chute de la Communauté Européenne de Défense, dans la nuit de fin août 1954, sur les rives de la Seine, on relançait quelques mois plus tard sur l'initiative de l'Assemblée Parlementaire Commune de la C.E.C.A. le processus d'unité avec la Conférence de Messine d'où devait naître le Marché Commun Européen, aujourd'hui le moment semble arrivé d'un nouveau « relancement » qui permettra de reprendre avec plus de vigueur l'oeuvre pour laquelle ont été déjà atteintes tant d'étapes. Les hommes passent ; les difficultés matérielles sont toujours surmontables :

l'Europe demeure dans son exigence actuelle, dans ses perspectives futures.

Le Marché Commun facteur de progrès

« De la libéralisation à la plus étroite coopération, à l'intégration économique, — a

cours qu'il avait prononcé à l'Académie des Sciences Morales et Politiques dont il venait d'être nommé membre. « Les temps sont graves — disait-il — et les rapports des forces politiques en Europe et dans le monde entier ont beaucoup changé ». Ce sont ces rapports « en Europe et dans le monde entier » qui intéressent le vieil homme auquel on ne pourra certes pas reprocher d'être enclin à l'exaltation ou à la démesure. De la mesure il a fait, dit-il, une hygiène, une règle de vie à laquelle il doit sa vigueur et sa longévité. Modération, mesure, mais largeur de vues. Et, à leur service, l'indomptable énergie que lui confère sa foi inébranlable dans une Europe où son Allemagne humiliée, écartelée retrouvera son unité et sa dignité de grand pays économique et politique.



M. GIUSEPPE PELLA prononce son allocution

continué M. Pella — notre économie et l'économie communautaire ont tiré des avantages inestimables. On doit au vigoureux processus de libéralisation dont l'Italie a été l'un des éléments de pointe, le fait que bien des secteurs de notre économie ont dû se moderniser et se nationaliser... Le Marché Commun dans ses finalités immédiates d'ordre économique et social et dans ses objectifs plus éloignés de nature politique, a provoqué ce bond en avant qui a permis de prodigieux résultats dans la dilatation du revenu national des divers Pays et pour la Communauté à Six ».

Sans aucun doute la politique communautaire est plus que jamais valide pour l'ensemble des six Pays et pour chacun d'eux. Les diverses économies nationales se sont toujours ancrées dans la certitude que l'intégration européenne serait une réalité irréversible, et telle elle doit être. La France, à laquelle nous nous sentons attachés par tant de liens sur le plan

spirituel et économique ne pourra pas refuser de se remettre en chemin avec nous. Mais il convient de ne pas exaspérer la polémique en cours; je crois même qu'un grand effort de compréhension réciproque doit être accompli. Un sain pragmatisme, encore une fois, pourrait être nécessaire dans les mois à venir ».

Le cycle de cours organisé par le Centre pour la cinquième année consécutive, pour les étudiants et diplômés désireux de se spécialiser dans l'étude des nouvelles disciplines juridiques et économiques créées par l'existence des trois Communautés Européennes, comprend 76 conférences tenues de janvier à juin, au siège du Centre, Palais des Jurisconsultes, Via dei Mercanti, 2 à Milan.

Les conférences seront tenues par les professeurs d'université MM. Nicola Catalano, Giorgio Bernini, Gian Galeazzo Stendardi, Cesare Ribolzi, Ludovico Matteo Bentivoglio et Riccardo Monaco et pour la partie économique par les professeurs Aldo De Madalena et Mario Casari.

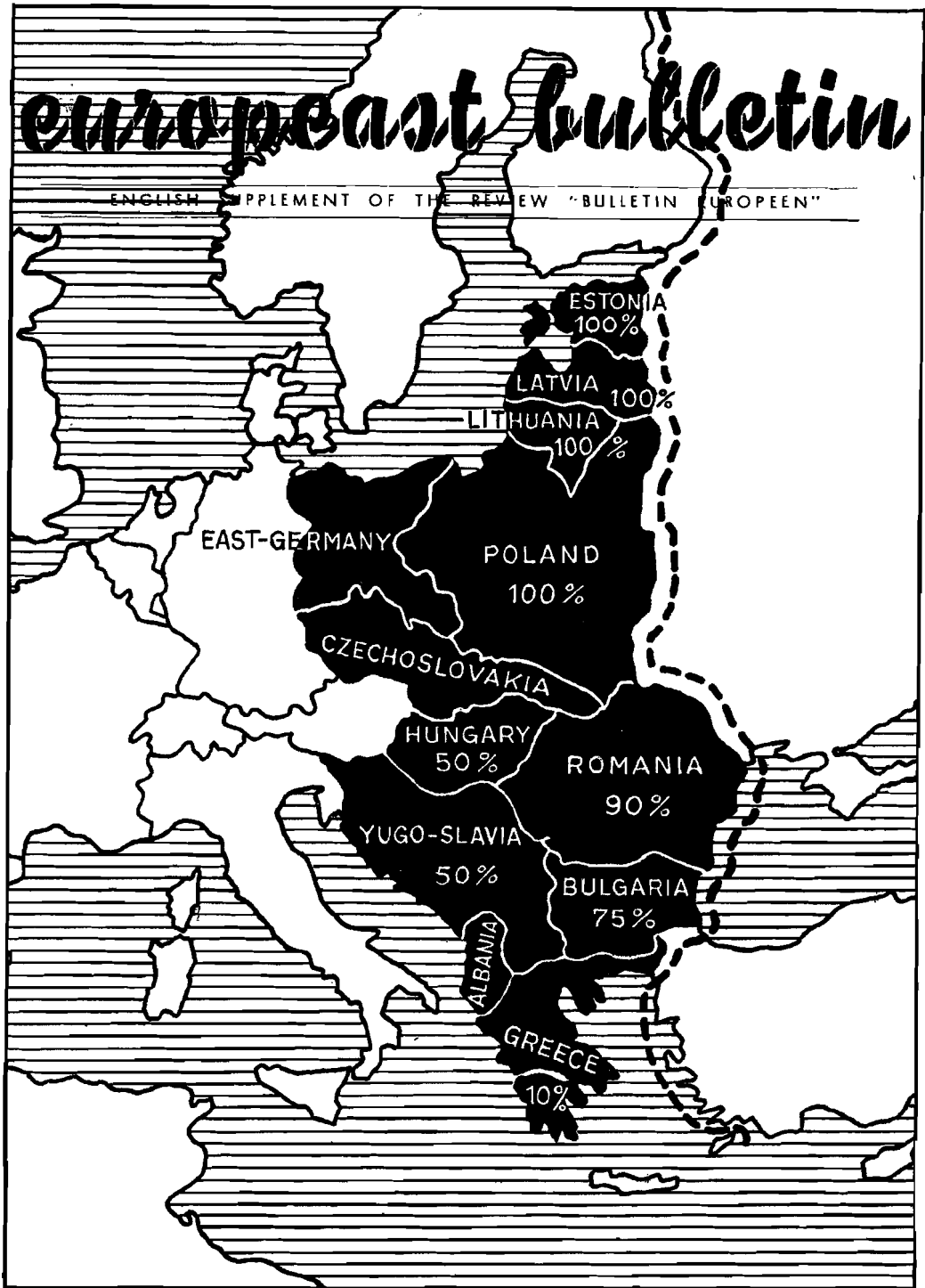
Les conférences seront en outre complétées par d'autres, traitant d'actualités communautaires, tenues notamment par le Président du Centre, M. Pella, les Prof. Giordano Dell'Amore, Corrado Bonato, Cesare Grassetti, Lionello Levi Sandri vice-président de la Commission à la C.E.E., Gaetano Stamatii, Maurice Faure, Pierre Wiginy et Mario Pedini.

Quelques articles publiés par le "Bulletin Européen" en 1965

auteur	titre	numéro
ACOLAN Tudor	— Que savaient les américains de l'Europe?	11
ANDRYEWSKY Dymitro	— Remarques sur l'intégration de l'Ukraine dans l'Europe unie	2
CORNELI Alessandro	— L'Allemagne joue la carte française	3
D.	— de Gaulle et l'avenir de l'Europe	2
DEL VECCHIO (Giorgio)	— La déclaration des droits de l'homme et du citoyen dans la Révolution française :	
	(IV)	1
	(V)	2
	(VI)	3
	(VII)	10
	(VIII)	11
	— Etats de masse et culture - Les masses au pouvoir	5
DELLA CHIOSTRA (Alberto)	— Le blé de l'unité	3
	— Chronique d'un coup d'état en mineur	6/7
A. G.	— Un Européiste élu Président de la République italienne - Giuseppe Saragat	1
	— Karl Marx contre les Russes	6/7
	— Européisme d'un grand historien suisse: Gonzague de Reynold	12
GINI (Antonietta)	— Quelques réflexions à propos de l'Europe démembrée	8/9
	— Naissance de l'art européen	10
	— Europe unie pour conquérir l'espace?	11
J. D. C.	— Le premier congrès mondial de Marketing	6/7
L. K.	— Gheorghiu Dej	4
MISEROCCHI (Manlio)	— Aldous Huxley	1
MISURA E.	— Aspects politiques et économiques de l'Europe Sud-Orientale (Balcania)	6/7
A. P.	— L'Europe verte met l'Europe en crise	6/7
PELLEVANT (Ant.)	— Un mot dangereux... « trinquer »	5
PEYREFITTE (Alain)	— Message au B.E. : « Il faut que l'Europe soit elle-même »	5
H. R.	— Pie XII et la Bassarabie	10
RATAZZI (Peter)	— Portugal chevaleresque	1
	— Le jardin de Klingsor	2
ROMAN (Horia)	— Il n'a aimé que l'Angleterre	
	— L'impossible communauté des « cinq »	6/7
	— Une seule frontière compte: la frontière européenne	8/9
	— de Gaulle et les Monts Oural	11
	— Les Monts Oural portent malheur	12
ROVNY (Pavel)	— Le malaise de la jeunesse tchécoslovaque	5
	— Antéchrist en Tchécoslovaquie	6/7
STEPHENS (Robert)	— Nouveau départ à l'Ouest	1
VILLIERS	— Les hommes de l'Est	8/9

Europeast bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"



This is the map of Eastern Europe, which was ceded by Churchill to Russia on October 9, 1944 in Moscow. This division was confirmed later at Yalta in February of 1945.

PRESIDENT JOHNSON, DO NOT REPEAT THE MISTAKES OF YALTA!



“Life”

Lyndon Johnson together with Franklin Delano Roosevelt in a pliate taken some 30 years ago.

ONLY A FREE AND UNITED EUROPE RESTORED TO HER 1939 FRONTIERS CAN BRING PEACE TO THE WORLD.

THE SOVIET UNION MUST WITHDRAW INTO ITS OWN TERRITORY AND PUT AN END TO COLONIALISM IN EUROPE.

« It is difficult to think of Russia as an European country without feeling ill at ease. The real reason why Russia is not European has nothing to do with geography: it is a question of Russia's own will ».

ANDRE MALRAUX (« The Conquerors »)

The aborigines of Australia have a terrible weapon made of wood which returns to the thrower after having hit its mark. It is called a boomerang.

In negotiation the basis of the peace settlement twenty years ago at Yalta, the so-called Three Great Men, Roosevelt, Stalin, and Churchill, showed neither political wisdom, nor a spirit of justice, nor the generosity of

victors. Instead, they were motivated by a spirit of revenge which has in fact proved to be a boomerang.

And now we have this dangerous weapon, having struck its target of Eastern Europe, returning to the point from where it was originally thrown, and striking the peoples of the Three Great Powers themselves.

The United States has felt this « return of

the boomerang » in Cuba and South America ; England has felt it in its defunct empire and in Africa ; and Russia too will very shortly feel its effect in Asia, where the desperate Chinese drive for *Lebensraum* will find its outlet in the uninhabited lands of Mongolia or elsewhere.

Therefore it is the duty of the American people and its allies to wipe out the mistakes made at Yalta by liberating Eastern Europe from the state of real colonialism in which she finds herself today. For it was there at Yalta twenty years ago that today's social disorder was born: one half of Europe fell into the hands of a power whose ideology and political and economic system has nothing in common with the way of life and the traditions of the old continent.

The rest is notorious: it is the tormented history of the past twenty years; the rest is called Korea, China, Indochina, the Suez Canal, Algeria, the Congo, Cuba, and South America — right down to the present crisis in Vietnam.

But just what is this crisis? Perhaps when our newspaper hits the streets the crisis in Vietnam will have already been overcome. It is not this that is the problem. Vietnam is only a pretext, just as the classic « border incidents », or just as Serajevo or Danzig was. The Vietnam crisis is in reality a dramatic and anxious quest: future alliances are being drawn up, and positions in tomorrow's conflict are being stabilized.

It seems, however, that the United States and the Soviet Union — the two major atomic powers — will reach a durable and lasting understanding, however difficult it be for fire and water to mix.

Who will benefit by this understanding? Evidently, Russia. (For there is no threat against the USA, but there is the Chinese menace to the USSR).

And who will bear the brunt of this understanding? The United States, obviously.

Twenty years ago America saved Russia from the Hitlerian invasion. Her reward was to lose the enormous market made up of Asia and the rich countries of Eastern Europe. As if this weren't enough, she also found Fidel Castro on her doorstep.

Today the United States could really save

Russia from the dangers that surround her. But we ask ourselves the question: will she once more do this without clearly laying down the condition that she must receive something substantial in return? In other words, will the administration of Lyndon Johnson repeat the grave errors committed by Roosevelt?

Everything seems to point in this tragic direction. In 1963, when people were dying of famine in Russia, the Americans saved the Soviet Union by sending grain and other aid without asking anything in exchange in the political field. How was such an obvious mistake possible? For politics are not to be confused with philanthropy.

But there is an even greater problem to be solved in the international game of power politics: the problem of peace. Everyone is trying to solve this issue — and more or less seriously, too — but no one has found the key yet. This key is Yalta, the unpardonable error of 1945.

Without a free, independent, and united Europe, there is no hope of achieving world peace. Today it suits everybody's purpose to play the card of Europe: the Europeans, the Americans, the Russians, and the Chinese.

A United Europe, forming a third bloc and a third world power, an empire of 400 million men with its old frontiers of 1939, stretching from Brest to Bucarest, and from Helsinki to the Black Sea, would make a substantial contribution to the balance of power and calm the hysterical outbursts of those who would disturb the peace.

An equilibrium may be reached in various ways, whether it be in politics or in business. The insertion of a powerful Europe between the two blocs existing today would be a guarantee of stability and would constitute a link between two worlds which will never be able to speak the same language unless Europe acts as the interpreter.

It is Washington's desire, as well as in her interests to reinforce the struggle for peace through the creation of a United Europe.

Russia must withdraw behind her own borders. Russia must give up exploiting countries and lands which do not belong to her, and her anti-Stalinism must be demonstrated by actions, not words.

In conclusion, we should like to say to

HUMAN RIGHTS IN EAST - CENTRAL EUROPE

This Fact Sheet offers a survey of the present state of human rights in East-Central Europe in the light of the principles set forth in the Universal Declaration of Human Rights.

"Recognition of the inherent dignity, and of equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world," says the opening sentence of the

preamble to the Universal Declaration.

Today, 17 years after the adoption of the Universal Declaration, the peoples of East-Central Europe continue to be deprived of fundamental human rights. Although the past years have seen an alleviation of some of the more oppressive features of the Communist rule and a considerable reduction of police terror, large-scale denial of human rights remains an intrinsic part of Communist tyranny.

Political Rights

The Constitutions of all Communist-ruled countries contain provisions guaranteeing the citizens their rights and freedoms. The interpretation of the meaning of these provisions and the practical application of the law are at the mercy of the Communist Parties.

Some provisions of the Universal Declaration are violated already by the provisions of the Communist Constitutions. Article 4 of the Czechoslovak Constitution of July 1960, for example, states that "the guiding force in society and in the State is the vanguard of the working class, the Communist Party of Czechoslovakia." This article contradicts Article 21 of the Universal Declaration on the right of the individuals to take part in the government and to have equal access to public service.

The right of universal suffrage is denied by single-slate ballots, officially prepared by the "National Fronts," directed by the Communist Party. Electoral laws in East-Central Europe make it impossible to nominate a candidate who is not approved by the Party.

Freedom of Thought

Freedoms of opinion, expression and information (Article 19 of Universal Declaration) remain severely restricted, despite some gains in re-

cent years. Censorship is still all-permeating.

In March, 1964 thirty-four leading Polish intellectuals sent a letter to Premier Cyrankiewicz protesting the curtailment of free discussion and objective information. The Communist authorities replied by dropping poet Antoni Slonimski's column from the magazine *Szpilki* and reducing the newspaper allotment for the Catholic newspaper *Tygodnik Powszechny*. The writer Melchior Wankowicz, who sent abroad an article on the affair, was tried and sentenced to three years in jail, subsequently reduced to 18 months.

Abolition of preventive censorship was demanded at the meetings of the Warsaw chapter of the Polish Writers Union on March 29 and May 7, 1965. Other motions, presented at these meetings, were for: (1) abolition of the death penalty, except for the crime of genocide (referring in particular to the execution of Stanislaw Wawrechy, tried for theft and embezzlement of meat at the beginning of 1965); (2) abolition of the Little Penal Code or the 1946 decree "on crimes especially dangerous at the time of rebuilding the country" (used against Wankowicz and Miller); and (3) abolition of summary jurisdiction in court trials. Until now, the Polish regime has disregarded all these demands.

In July, 1965 two lectures at Warsaw University, Karol Modzelewski

and Jacek Kuron, were sentenced to 3½ year prison terms for preparing and circulating pamphlets critical of the Polish Communist regime.

"There is no freedom of speech, of thought or of the press in Poland," said Polish writer Miller during a recess of his trial (Reuters, September 16-17, 1965). He was sentenced to 18 months in prison for sending critical articles to the Polish periodical *Wladomosci* in London.

Article 16 of the Czechoslovak Constitution determines that "the entire cultural policy of Czechoslovakia, the development of all forms of education, schooling and instruction shall be directed in the spirit of Marxism-Leninism" — a direct contradiction of Articles 18 and 26 of the Universal Declaration, guaranteeing freedom of thought and right to education.

Ivan Svitak, a young philosopher, was removed from the Czechoslovak Academy of Sciences in 1964 for his criticism of contemporary Czechoslovak philosophy and culture. In June, 1965 he sent an appeal to an unnamed high party functionary, requesting permission to leave the country in order to continue his studies abroad. In his appeal Svitak explains that since his removal from the academy he has been totally unemployed and was forbidden to publish, lecture or take a job with any Czechoslovak cultural institution. Since mid-June the Party has begun to hound him with the charge of « parasitism » (a charge that landed the young Russian poet Iosif Brodsky in a forced labor camp), even though the same Party prevents him from working. Throughout his ordeal, Svitak has been given no opportunity to defend himself.

A simple anti-regime joke may cost a Bulgarian citizen up to five years in jail.

Freedom of Movement

Despite a considerable increase of two-way tourist traffic across the Iron Curtain, freedom of movement is still restricted in the East-Central

European countries. The restrictions are especially iron-clad in the Baltic States, but controls remain tight in the so-called satellite states as well. In Czechoslovakia, for instance, a new act concerning travel documents was adopted on June 18, 1965. It provides that a travel document may be refused to an applicant if "his journey would not be in harmony with

state interests." This flexible provision enables the state to make arbitrary denial and cannot be opposed by a complaint with an independent court because the laws do not provide for such a remedy. Hence this is a violation of article 13 (2) and of article 8 of the Universal Declaration. (Act No. 31/1965 C.L.)

ties » (*Osservatore Romano*, July 9, 1965).

Father Ferenc Halasz was tried in Komarom in September, 1965, and found guilty of « subversive activities and instigation, » and sentenced to one year imprisonment. As a proof of « instigation » the Communist press quoted excerpts from the priest's writings, criticizing laicization of work and temptation or the faithful by the state. (*Komarommegyei Ujirgok Lapja*, September 9, 1965).

The Right to Work

The rights to work, choice of employment, social security, rest and leisure (Articles 22, 23 24 & 25 of the Universal Declaration) are largely denied in East-Central Europe. Trade unions remain governmental agencies.

Typical for the entire area is the Czechoslovak edict of June 24, 1964 (No. 120 of the Collection of Laws) concerning the regulation of social

security benefits of certain persons. The edict authorizes the district national committees "adequately to lower the benefits from social security if they consider them exorbitant in view of the fact that they are owed to persons who in public life or in the economy under the former political and economic order had held an especially important position." This legal restriction clearly violates articles 1, 7 & 22.

A blatant case of violation of Article 18 of the Universal Declaration on freedom of religion was the case of the Prague Archbishop, Dr. Josef Beran, now a Cardinal. From 1949 to 1951 his functions were hampered by virtual house arrest at the Prague residence. Then he was removed from it without cause and held incommunicado until February 1965 when he was forced out of the country. He was never permitted to resume his office although he is still the legally appointed Archbishop of Prague.

Freedom of Religion

Freedom of conscience and religion (Article 18 U. D.) is still subjected to grave restrictions. Communist authorities dispose of a large variety of means to curb and fetter organized religious activity and to harass individual believers.

Liberalization of Communist attitudes toward religion has reached its farthest limit in Poland. But even in Poland the government policy is a slow strangulation of religion and the church. Stefan Cardinal Wyszynski summed up the case of the Polish Catholics against the Warsaw regime in a letter he sent to Communist Premier Cyrankiewicz in 1965. Cardinal Wyszynski charged that the Communist government repressed religious teaching in violation of the 1960 Paris Convention, which commits its signers to avoid discrimination in education. According to the Cardinal, the Communist regime was inspecting and regulating religious classes, church schools, harassed students in Roman Catholic se-

minaries and in retaliation for church resistance to government regulations, drafted seminary students into the army. The Cardinal further charged that the Communist authorities had interfered in seminaries with "demands to inspect lectures on theology and philosophy."

The Vatican's hopes for improved relations with the Hungarian Communist regime, following the accord of September 15, 1964 between the Holy See and Budapest, were shattered by a new wave of arrests and trials against the Roman Catholic clergy in Hungary.

On July 9, 1965 Radio Budapest announced the sentencing of Rev. Laszlo Emodi to five years and Rev. Laszlo Rozsa to eight years in prison. Several other unidentified Roman Catholic clergymen were also sentenced in a « conspiracy » case. The priests went on trial because they had organized « discussions » among youth groups without being « authorized by the state authori-

It is estimated that more than 30 priests and Catholic laymen continue to languish in Czechoslovak prisons, some of them since the Communist seizure of power in 1948. A number of Lutheran Slovak pastors, sentenced during the Stalin era, share the same fate. Several Roman Catholic and Uniate Bishops, including Ion Balduș and Alexander Todea, are still incarcerated in Romania prisons.

In the Baltic States, teaching of religion to children is forbidden and punishable by law. One of the priests against whom « administrative measures » were applied for such a « crime » was J. Demskis, priest of the church of Gudeliai, Lithuania, who « violated Soviet laws by trying to teach religion to children of school age. »

Closing of churches in the Baltic States and their conversion into public buildings is proceeding at a rapid pace. On New Year's eve the Riga Reform Church was closed down because of « the cost of renovation at about 55,000 rubles, » which the congregation was not able to pay. Fifty churches have been closed down in Latvia during the last 20 months.

Not a single Lithuanian bishop was allowed to attend the second Ecumenical Council at the Vatican. The Soviets permit only one semi-

nary for priests in Lithuania, limited to 45 students. The entire Romanian Catholic Church of Byzantine Rite (Uniate) remains suppressed.

ces of information about the conditions in Romanian prisons and forced labor camps, some of which was collected in the 1965 report *Prison Conditions in Romania*, compiled by Amnesty International, a London-based humanitarian organization. According to the report, «the impact of the physical and psychological conditions has been so lasting and damaging to some prisoners that they find it almost impossible to give a coherent and accurate account.»

Forced labor and deportations

Data accumulated from escapee reports indicate that in Albania some 16,000 political prisoners are being kept in prisons, forced labor camps and special camps of detention.

Although mass deportations from the Baltic States have been discontinued in recent years, forced labor needs outside the Baltic area are being satisfied under the guise of «voluntary» resettlement from Estonia, Latvia and Lithuania. Official Soviet data indicate that some 16,000 «volunteers» from Latvia and Lithuania have been thus resettled since 1960.

Some 100,000 Lithuanians, forcibly deported during the Stalin era, are still in Siberia. They are not allowed to organize Lithuanian schools for their children.

In 1965 the Soviets have embarked on a campaign to transfer a large number of Romanians living in Bessarabia to the heart of Siberia, 3,000 miles away. Establishment of a «general directorate for the recruitment and transfer of workers to Siberia» was announced in January in the main Party newspaper in Moldavia.

A new Romanian decree (No. 12 of Jan. 27, 1965) regulates internment in mental hospitals or asylums. The text of the decree—contrary to juridical tradition—is deliberately vague, so that internment can be applied to anyone whom the regime dislikes, if the person «through his action disturbs the working conditions of others.» This sounds especially ominous if one remembers the Soviet practice of spiriting critical writers (Yezenin-Volpin, Tarsis) into insane asylums.

The presence of many Poles in Soviet detention camps was indirectly admitted by the Polish Communist weekly *Polityka* in October 1965. Citing the last Soviet census, the weekly noted that in 1959 some 1,380,000 Poles were living in the

U.S.S.R., or twice as many as in 1926. Since there was no noticeable migration of Poles to Russia before the war, it is obvious that the figure has doubled because of deportations. The weekly added that «there are now some 53,000 Poles in Kazakhstan, where they had never been before.» A large segment of these Poles remain in detention camps.

A considerable part of Romanian political prisoners have been released. The text of the official decree of amnesty, however, is not available; no lists giving the names of those released were published. Some arrests have taken place since the publication of the amnesty, and some prisoners now serving sentences for so-called economic crimes could accurately be described as political prisoners.

The release of political prisoners in Romania has augmented the sour-

ce situation of the released prisoners in Romania is also bleak. Amnesty International discloses that they have difficulty in finding work other than exhausting manual labor.

Forced labor camps in the Danube Delta (reed harvesting camps) and in the Brad region of Transylvania (uranium and gold mining) are still in operation.

* * *

The division of Europe, created and forcibly maintained by the Soviet Union, is one of the prime causes of world tensions. Various plans are under discussion to bring Europe back to normal conditions. The restoration of human rights to the peoples of captive East-Central Europe is one of the prerequisites for such conditions.



“Foreigners think life is all black here.” “Why?” “Because they see our documentaries.”

Borba (Belgrade)

The mice of Europe

The Indian Minister of Health has carried out an investigation which has yielded the most incredible results: his department has discovered that in India there are two billion four hundred million mice which each year devour some twenty-six million tons of grain. What these mice eat annually would not only serve to resolve the precarious food situation of the country, but would actually make it possible for India to export a certain quantity of food-stuffs. Instead, this year President Johnson will send fifteen million tons of American wheat to ward off the terrible danger of a prospective famine. The situation is aggravated by the millenary traditions of the country, which insist on keeping alive a considerable number of monkeys until they die off naturally, while the Hindu religion forbids the killing and eating of cows.

There are five mice to every one of the 471 million inhabitants of the land of Mahatma Gandhi. This is much too many: one half of the national harvest thus goes to feed the mice, the monkeys, and the cows, while the Hindus themselves are suffering from hunger.

What is happening to the Indians may seem frightful to many people. But not to us. We, on the contrary, envy them. Because sooner or later — and let us hope it will be sooner rather than later — a remedy will be found for the problem of the mice. Some international organization or other will send the poison necessary to destroy them. And in this way, India will regain her tranquillity.

But what about us? What will we East Europeans do, we who have had rodents in our house for more than twenty years, with no world organization to help us chase them away or to send us sufficient supplies of whatever poison is necessary to destroy them? Ten years or so ago the Hungarians made a rather unhappy attempt, for it had exactly the opposite effect from that originally intended: it was the Hungarians who died, not the mice — or shouldn't we rather say the rats?

The rodents of Eastern Europe are different from those in India. For they do not limit themselves to wheat. They also eat coal, meat, fish, wood, gold

and platinum and they drink oil. Our mice come from Russia, and they have comfortably installed themselves for more than twenty years on lands that they have never owned, lands which Stalin received as a gift from Sir Winston Churchill over glasses of vodka and caviar sandwiches.

What happened — just to cite one of the more recent cases — to cause the Economics Minister of Eastern Germany, Dr. Apel, to commit suicide on December 3 last in his own office. Why did he do this? Because his conscience would not permit him to sign a trade treaty with the USSR which would have been damaging to the interests of the people of East Germany. If even members of the local communist hierarchy — such as Apel was — shoot themselves rather than accept the system imposed on the peoples behind the iron curtain by the Soviets, it is not difficult to imagine how their respective populations themselves feel about the situation, dressing as they still do like beggars, and still obliged twenty years after the end of the war, to buy their bread with ration coupons.

The History of the last twenty years behind the iron curtain — without speaking about the suppression of liberty and the rights of man — has been in fact, from the economic point of view, the story of the mice who invaded half of Europe. In the name of Karl Marx these mice have been gnawing at everything, and no one has found a way of getting rid of them.

It will not be long before we shall be landing on the moon, without any passports or visas; but we cannot pass from one part of Berlin to another without running the risk of getting a bullet in the back.

In an interview given to the New York Times, Mr. Kossighin, full of indignation for the American war in Vietnam, said that « the people will always fight against those who suppress their liberty and independence ».

Our Mr. Kossighin is one of those mice who really enjoys a good joke!

L'Europe et la recherche spatiale

Plusieurs lecteurs nous ont demandé à quel point en est l'Europe dans le domaine de la recherche spatiale. Il paraissent s'inquiéter du fait que l'URSS et les U.S.A. font beaucoup et obtiennent des résultats spectaculaires auxquels l'Europe n'a que bien peu à opposer.

Dès les années 50, lorsque la recherche spatiale produisit ses premiers résultats spectaculaires, avec les satellites russes et américains — d'abord expérimentaux, puis habités, — il était clair qu'aucun des Etats de l'Europe occidentale, pris séparément, ne disposait du personnel qualifié et des moyens financiers nécessaires.

En France, le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.), de création récente, avait si bien compris cette situation, qu'il n'a pas cessé de coopérer étroitement avec la N.A.S.A., et c'est grâce à cette coopération franco-américaine, que la France a pu lancer son premier satellite scientifique FR - 1, à partir de la base américaine de Vandenberg en Californie, le 6 décembre 1965.

L'Italie a pris également le chemin de la coopération avec les Etats-Unis et a procédé en 1965 au lancement d'un satellite à partir d'une base américaine. La République fédérale d'Allemagne a, à son tour, conclu récemment un accord avec la N.A.S.A., en vue du lancement d'un satellite scientifique en 1968. Ci-dessous, les organismes de coopération européenne dans la recherche spatiale.

Organismes européens de recherche spatiale

● *L'Organisation européenne de recherches spatiales* (C.E.R.S., plus généralement appelée E.S.R.O., d'après les initiales de son nom en anglais: European Space Research Organization) est une organisation intergouvernementale à laquelle participent les pays suivants: République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Espagne, Italie, Norvège, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Suède et Suisse. La création de l'E.S.R.O. est due à l'initiative prise lors de la session de 1960 du Cospas (le Comité international pour la recherche spatiale). Prévu par l'accord de Meyrin du 1er décembre 1960, l'E.R.S.O. fut définitivement créé le 20 mars 1964. L'Organisation a son siège à Paris, et construit un centre de calcul à Darmstadt en Allemagne, un centre de technologie spatiale à Nordwijk aux

Pays-Bas, des stations de télémesure en Belgique (cette station sera également un centre de poursuite), au Spitzberg, en Alaska et dans l'Antarctique, des bases de lancement en Suède et en Sardaigne. L'Organisation européenne de recherches spatiales lancera ses deux premiers satellites en 1967 et, avant 1972, un ensemble de quatorze satellites.

● *L'Organisation européenne de lanceurs de satellites* (C.E.C.L.E.S. ou en anglais, E.L.D.O.: European Launchers Development Organization) est également une organisation intergouvernementale, très spécialisée puisqu'elle sert, comme son nom l'indique, exclusivement à l'étude des fusées-lances-satellite, notamment de celles prévues pour la mise en orbite des premiers satellites européens.

● *Eurospace* groupe plusieurs centaines de firmes industrielles qui s'occupent des questions spatiales, dans les pays membre de l'E.S.R.O. En 1965, lors d'une rencontre à Philadelphie avec les industriels américains, il a été convenu qu'une collaboration étroite sera établie entre les sociétés européennes et américaines. En novembre dernier, lors de son assemblée générale à Bruxelles, Eurospace n'a laissé aucun doute sur son intention de ne pas jouer le rôle de parent pauvre dans cette coopération.

La coopération européenne, notamment dans le cadre de l'E.S.R.O., se révèle comme fructueuse malgré de nombreuses difficultés de départ, dont le manque d'un personnel qualifié nombreux est l'une des principales. Atteindre le total de 1300 chercheurs valables que l'organisation s'est fixé comme objectif en régime normal établi ne sera pas facile. Les moyens financiers sont assez restreints; ils se chiffrent à 1500 millions de francs pour les huit premières années. Les 300 millions de dollars que cette somme représente sont peu de chose par rapport aux budgets de la N.A.S.A.; elle comprend d'ailleurs aussi bien les dépenses de fonctionnement que les immobilisations, les véhicules de lancement et les contrats dans l'industrie. L'E.S.R.O. doit donc se contenter d'un programme modeste. Par rapport aux dizaines de lancements de satellites que les Américains et les Soviétiques entreprennent chaque année, les quatorze satellites européens qui seront mis en orbite entre 1967 et 1972 font piètre figure, et — quoique les expériences scientifiques que ces satellites effectueront seront de très haute qualité — il paraît difficile pour l'Europe de rattraper son retard par rapport aux deux grandes puissances mondiales.

Un secteur trop négligé

LA COOPERATION CULTURELLE EUROPEENNE

Tout est à créer dans le domaine de la coopération culturelle en Europe. Alors qu'ont eu lieu de très nombreux congrès politiques et économiques, une seule conférence culturelle générale avait été organisée jusqu'à l'automne 1964 : celle qui s'est réunie à Lausanne, en décembre 1949.

Aussi, conscient de cette lacune, le Centre Européen de la Culture avait-il proposé dès 1961 la convocation d'une grande conférence sur le thème des relations entre l'Europe comme unité de culture et les autres régions culturelles du monde.

La Conférence demanda 3 ans de préparatifs et fut enfin ouverte à Bâles le soir du 29 septembre 1964.

Il n'est pas facile de mesurer les effets d'une conférence de ce type, car ils peuvent se traduire tout autant par une prise de conscience des problèmes posés que par des solutions pratiques. Au surplus, ils ne se manifestent parfois qu'après une période de maturation qui peut être de plusieurs années.

Le comité de continuation prévu par la motion finale a reçu pour mission principale d'acheminer les résolutions vers les organismes inter-gouvernementaux et les instituts privés qui paraissent le mieux à même de les réaliser. Il se préoccupera aussi du financement des mesures à prendre et des institutions à créer.

Parmi les nombreuses résolutions auxquelles ont donné lieu les travaux de la conférence (dont un compte-rendu détaillé est publié dans la brochure du Centre Européen de la Culture « L'Europe et le monde » - automne 1965) nous reproduisons ci-dessous pour nos lecteurs celles qui nous ont paru les plus dignes d'un intérêt immédiat.

Résolution 1. Centre Européen de Hautes Études Administratives

La conférence recommande la création d'un Centre européen de hautes études administratives, chargé :

- d'étudier le perfectionnement des méthodes et des techniques des administrations publiques, et leur adaptation aux exigences du monde moderne et à la dimension européenne;

- d'assurer des enseignements, colloques et stages de perfectionnement destinés aux cadres supérieurs des administrations nationales et européennes.

Résolution 2. Université Européenne

La conférence manifeste l'importance qu'elle attache à la création rapide d'une Université Européenne, conçue comme un centre d'études avancées et de recherches.

Cette université devrait se consacrer par priorité aux branches dans lesquelles l'intégration de l'Europe appelle un approfondissement et une intensification des travaux de recherche et la formation de spécialistes (droit, économie, sciences sociales et politiques, histoire, civilisation européenne), apportant ainsi un complément nécessaire à l'enseignement et aux recherches poursuivies dans les établissements d'enseignement supérieur existants.

Elle constate avec satisfaction que les projets à l'étude envisagent de structurer l'Université Européenne sur la base, non des facultés traditionnelles, mais de départements, facilitant ainsi le travail interdisciplinaire.

Eu égard à l'importance des problèmes d'adaptation de l'enseignement aux conditions du monde moderne, la conférence souhaite que l'Université Européenne comporte un département de pédagogie.

Elle estime indispensable que les études poursuivies à l'Université Européenne soient sanctionnées par le doctorat.

Résolution 3. Centrale des thèses sur les problèmes européens

Constatant que, d'après des enquêtes récentes, le nombre des thèses de doctorat portant sur les problèmes européens va s'accroissant,

Estimant qu'il est indispensable d'informer les chercheurs et les étudiants des travaux universitaires existants,

Croyant qu'il est nécessaire de faciliter la tâche des chercheurs et étudiants et, en même temps, de promouvoir l'étude des questions européennes.

Propose la création, sous le haut patronage de la Conférence permanente des recteurs européens, d'une Centrale des thèses sur les problèmes européens, qui aurait pour tâches:

1) *au premier stade*, d'établir et de tenir à jour la liste des thèses universitaires (imprimées ou non) portant sur un problème européen, qu'elles soient soutenues dans une Université européenne ou extraeuropéenne;

2) *plus tard*,

a) d'établir et de tenir à jour un fichier contenant les sujets des thèses en cours d'élaboration,

b) de renseigner les étudiants sur l'existence de travaux analogues ou complémentaires déjà publiés ou en cours de préparation,

c) d'adresser chaque année à MM. les recteurs des listes de projets de thèses déposés.

La centrale serait créée par l'Association des Instituts d'Etudes Européennes (AIEE) en collaboration avec l'Institut de la Communauté Européenne.

Institut Pédagogique Européen

La conférence,

— se félicite de la création et du développement des écoles européennes instituées par un accord intergouvernemental dans le cadre des Communautés européennes,

— constate avec satisfaction que l'enseignement y est donné sur la base de plans d'études constituant une harmonisation des programmes d'enseignement primaire et secondaire des Etats membres qui accordent une attention particulière aux langues vivantes,

— relève la réussite exceptionnelle que représente, sur le plan de l'équivalence des diplômes, la reconnaissance du baccalauréat européen, obtenu à la fin des études secondaires dans les écoles européennes, non seulement par les Etats membres, mais également par d'autres pays européens, notamment la Suisse et l'Autriche.

Elle souhaite que les méthodes qui se dégagent de cette expérience soient progressivement introduites dans les systèmes scolaires des Etats, et que soit étudiée à cet effet la création d'un *Institut pédagogique européen*.

Au surplus, la conférence

— estime indispensable de développer toutes les occasions de contact et de coopération entre les enseignants pour l'étude des problèmes européens, notamment dans le cadre de l'*Association européenne des enseignants*,

— souhaite voir se renforcer des initiatives telles que la *Journée européenne des écoles* et la *Campagne d'éducation civique européenne*,

— recommande le développement du service de documentation déjà créé au Centre européen de la culture à Genève, consacré à l'éducation civique européenne,

— attire l'attention sur l'importance qui s'attache à développer la conscience européenne dans tout les milieux et notamment parmi les étudiants et les cadres syndicaux et ruraux, selon les méthodes employées par le Centre d'information et de formation européenne, par les Maisons de l'Europe (réunies en une Fédération par le Conseil de l'Europe), et l'union des Centres d'éducation européenne (Gustav-Stresemann Institut, Giovane Europa, Jeune Europe) dont l'efficacité a fait ses preuves.

Libre circulation des professeurs, chercheurs et étudiants

Ayant pris connaissance

— de la Convention européenne sur l'équivalence des diplômes, donnant accès aux universités et s'appliquant également aux écoles européennes,

— des travaux de la Conférence européenne des recteurs,
 — et des travaux du Comité de l'enseignement supérieur et de la recherche du CCC, la conférence affirme que l'épanouissement culturel de l'Europe exige la création d'une véritable *communauté universitaire européenne* dans laquelle professeurs, chercheurs et étudiants circulent librement. Cette circulation requiert à la fois l'élimination des restrictions fondées sur la nationalité et l'intensification des échanges académiques.

1. Pour stimuler les *échanges de professeurs et de chercheurs*, la conférence recommande aux instances compétentes l'adoption des mesures suivantes:

- prévision au niveau européen d'une année sabbatique, permettant aux professeurs et chercheurs de passer un certain temps dans une université ou dans des instituts spécialisés d'un autre pays européen ou étranger.
- possibilité de permutation pour une durée déterminée entre deux professeurs d'universités différentes, titulaires d'une chaire identique,
- présence exigée d'un certain nombre de nationaux d'autres pays européens dans le corps professoral de chaque université.

2. Pour stimuler les *mouvements d'étudiants*, la conférence recommande:

- la généralisation des jumelages entre universités et instituts d'enseignement supérieur,
- l'obligation imposée aux étudiants de passer au moins un semestre au cours de leurs études dans une université d'un autre pays,
- le paiement de bourses nationales même pour des périodes d'études effectuées à l'étranger,
- la publication d'un guide européen de l'étudiant et l'établissement d'un registre d'équivalences des diplômes.

Enseignement de l'histoire

La conférence émet le vœu que l'enseignement de l'histoire, en traitant des aspects national, religieux, philosophique et institutionnel des différentes époques, soit d'une impartialité rigoureuse, condition *sine qua non* d'une large compréhension humaine. Elle souhaite que les travaux engagés pour établir un manuel européen d'histoire aboutissent rapidement et que cet ouvrage soit l'objet d'une vaste diffusion.

Elle juge également désirable que les programmes d'histoire offrent, par une vaste ouverture sur les autres parties du monde, une vue planétaire de l'évolution humaine.

Enfin, elle recommande que les religions autres que le christianisme soient étudiées comme faisant partie de l'histoire des autres régions culturelles et continents.

Instituts d'Etudes européennes

La conférence souhaite que le caractère européen des *Instituts d'études européennes* soit renforcé par

- l'usage d'au moins deux langues,
 - la présence d'une proportion substantielle de non-nationaux (au moins un tiers) tant dans le corps enseignant que parmi les étudiants,
- et que leur fréquentation soit rendue plus attrayante par l'insertion de leur enseignement dans le curriculum des études.

Elle attire l'attention sur l'intérêt qu'il a pour les instituts postuniversitaires à spécialiser leurs activités, afin d'éviter la dispersion d'efforts qui devraient être coordonnés, éventuellement dans le cadre de l'Université européenne ou en liaison avec elle.

— **Dans notre prochain numéro nous publierons la suite de ces résolutions notamment concernant le Centre européen de biologie moléculaire, le Centre européen d'orientation et d'information pour les sciences sociales etc ...** —

A travers l'Europe et le monde

minimum

Esclaves et esclavagistes

Au cours de la dernière interview qu'il a accordée au directeur adjoint du « New York Times », M. James Reston, le Premier Ministre soviétique, M. Kossyguine, a fait d'intéressantes révélations sur la politique du Kremlin et sur celle des Etats-Unis.

C'est ainsi qu'il nous apprend que les américains « mettent les gens au mur » et tirent à l'aveuglette. « Je ne peux pas admettre que vous ayez le droit de tuer des gens sans défense » — a-t-il dit — « C'est suivre la doctrine qui dit que le plus fort a le droit de tuer le plus faible » — a-t-il continué avec indignation. « Les hommes combatteront toujours contre l'oppression et il ne peut y avoir de coexistence pacifique entre l'esclave et l'esclavagiste ».

On dirait, à l'entendre, que M. Kossyguine se sert de la presse américaine pour entrer, un peu tardivement, en polémique avec les camarades Khrouchtchev, Molotov et Mikoyan, en évoquant habilement les massacres en masse commis à Budapest par les Russes en 1956. Et qu'il en profite pour inviter les peuples opprimés par la Russie à se révolter.

Le cas Apel

C'est du reste ce qu'avait fait indirectement quelques jours plus tôt M. Apel. Le ministre d'Allemagne Orientale, qui dirigeait l'économie de Pankov, s'est tué dans son bureau comme pour anticiper sur les étonnantes déclarations de M. Kossyguine. Pourquoi Apel s'est-il tué? Parce qu'il ne pouvait pas accepter un traité avec l'URSS

qu'il jugeait désastreux pour le peuple d'Allemagne Orientale.

Les Russes lui avaient fixé un ultimatum: à 11 heures du matin du 3 décembre, il devait signer le nouveau plan quinquennal qui liait toute l'économie de Pankow à l'économie russe dans des conditions de totale exploitation. A 10 heures, une heure avant l'échéance de l'ultimatum, Apel se tira une balle dans la tête.

Ce suicide était inopportun: il a gâté l'effet des belles déclarations du Premier Soviétique. Et il a dévoilé une autre chose qui suscitera la colère de M. Kossyguine: à savoir qu'il s'est apparemment créé en Allemagne Orientale comme un peu dans tous les Pays derrière le rideau de fer, un « communisme national » qui renie la servilité aveugle vis-à-vis de Moscou. A la tête du communisme national allemand se trouvait M. Apel.

Entre sa fin tragique et la mort de Masaryk, par exemple, il n'y a qu'une différence: Masaryk a été assassiné, Apel s'est tué. Sous Staline l'assassinat était en vigueur. Avec Kossyguine, il y a un progrès, de l'assassinat on passe au suicide.

Le blé roumain

Comme M. Kossyguine a fait également allusion au commerce libre entre les Pays d'Europe Orientale et l'URSS il est regrettable que parlant d'esclaves et d'esclavagistes, il ne nous ait pas dit — pour citer un cas entre mille — comment l'URSS a payé les 400.000 tonnes de blé que la Roumanie a envoyées à la Russie en 1963. A-t-elle payé en or? En platine? En dollars? Des précisions à ce propos seraient utiles car certains disent que depuis vingt ans la

Russie exploite et s'approprie toutes les ressources et les richesses de ce Pays. Dernièrement, à Bucarest, on a réhabilité la mémoire d'un grand poète local, Octavian Goga (quel beau nom latin!), sans doute parce qu'il avait dit:

« Dans nos montagnes il y a tant d'or,
Et nous allons mendiant de porte en porte... »

M. Cen Yi

Heureusement, nous avons les Chinois. Ils feront justice pour tous puisqu'ils sont contre les Russes et contre les Américains. Ils ne risquent pas de se tromper. Et le salut nous viendra de Pékin. Le « Quotidien du Peuple » écrit que la Chine populaire est préparée pour combattre n'importe qui, n'importe où. Les impérialistes veulent la guerre? Parfait. Nous sommes prêts. M. Cen Yi, ministre des affaires étrangères de Mao, a dit: « Le plus vite ils viendront, mieux cela vaudra. Qu'ils viennent demain: nous prendrons toutes les mesures qu'il faudra pour les battre. Et alors la guerre ne connaîtra plus de frontières ».

Mais l'éloquence de M. Cen Yi manque d'originalité. Joachim von Ribbentrop s'exprimait dans les mêmes termes en 1939. Il est vrai qu'il est mort avec la corde au cou, à Nuremberg, quelques années plus tard. Et le bourreau — comme par hasard! — était américain...

Yalta n'existe pas

Dans le journal « Corriere della Sera », l'un des grands quotidiens d'Europe, un « éditorial » a remis en question, un peu indirectement, le problème de Mo-

scou, Yalta et Téhéran. Un douloureux problème qui tient au cœur de tous les Européens. Avec le XXe Congrès du Parti communiste russe, rappelle le journal milanais, on a cru, en Occident, qu'on pouvait considérer comme close l'époque du « communisme de guerre » et que s'inaugurerait une nouvelle ère de détente et de coexistence entre deux mondes idéologiquement divisés et adversaires. Peu à peu la politique de Dulles qui, pour le moins en paroles, était dirigée contre l'injustice de Yalta, fut mise à l'écart et on lui préféra la politique plus prudente du containment.

« Passons l'éponge sur le passé : telle fut la pensée plus ou moins explicite du Département d'Etat américain ».

« Passons l'éponge sur le passé... ». Facile et surprenante cette façon de raisonner du Département d'Etat américain. Mais cette éponge a balayé d'Europe plus de 100 millions d'hommes qui n'appartenaient pas au peuple de Loumoumba (pour lequel tant de larmes ont été versées aux Etats-Unis) mais aux Pays d'Europe Orientale qui ont donné au monde civilisé Copernic, Liszt, Eminescu, Chopin, pour ne citer en passant que quelques noms.

On cherche à éliminer l'esclavage des peuples de couleur (parfois de façon prématurée en nuisant à l'indépendance et à l'évolution des intéressés), mais on maintient depuis plus de vingt ans l'esclavage dans le cœur de l'Europe, de cette Europe qui avait depuis des siècles les bases solides d'une culture, d'une tradition artistique, juridique et spirituelle. Le peuple des Etats-Unis, avec sa dangereuse sincérité et sa façon de vivre si différente de la nôtre, ne pouvait arriver, surtout psychologiquement, à comprendre les problèmes d'un monde pour lui inconnu et — à bien des points de vue — incompréhensible.

Voilà pourquoi, dans le match de Yalta, la fourberie orientale de Staline a mis Roosevelt au tapis dès le premier round.

Voilà pourquoi, quand on les

voit sur le vaste horizon de l'histoire, les figures de Roosevelt et Churchill se réduisent à de bien modestes dimensions.

Yalta a été une page honteuse de l'histoire et un attentat contre les droits les plus sacrés des peuples.

On ne sait pas très bien si elle a frappé davantage ceux qui l'ont conçue ou les 100 millions d'Européens de l'Est, victimes de l'absence totale d'horizon politique des hommes de Yalta.

Yalta n'existe pas. Même si en réalité elle dure depuis plus de vingt ans. N'est-ce pas là une façon bien commode de se mettre des yeux pour ne pas voir les choses désagréables? Mais répétons-le: à tous les points de vue, humain, juridique, historique, Yalta n'existe pas.

L'entente entre Churchill et Staline en octobre 1944, à Moscou, et la Conférence de Yalta en 1945, ne peuvent pas être incluses dans ce qu'on appelle en langage courant les « moments historiques ».

Yalta n'a été qu'un acte de piraterie politique. Et ce fut le premier et le plus grave attentat à l'unité de l'Europe et donc à l'équilibre mondial.



Lal Bahadur Shastri

Lal Bahadur Shastri, le Premier Indien, est mort d'infarctus, à Tachkent, après avoir signé la déclaration pacifique entre son Pays et le Pakistan à propos du Cachemire.

On peut dire qu'il est mort « en beauté » en accomplissant un geste pacifique en violent contraste avec les intransigeances en cours dans d'autres parties du monde et surtout au

Vietnam. L'héritage que lui avait laissé l'aristocratique et passionné Nehru était difficile à gérer, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Inde, mais Shastri, avec sa stature gracile, le « passereau » comme l'avait appelé ses amis, a toujours su traiter les graves problèmes d'Etat avec le bon sens des hommes érudits, modestes.

Son apparence physique et son sourire ouvert, honnête, inspiraient déjà confiance. Ce facteur psychologique, qu'on pourrait croire si simpliste, a peut-être contribué de façon décisive à la rapidité avec laquelle a été conclu le pacifique compromis de Tachkent. Un compromis qui, sans doute, a fortement contrarié les dirigeants de la Chine qui comptaient exploiter les divergences et les exaspérations nationalistes des grands et petits peuples d'Asie. Espérons donc que la mort de Shastri ne signifie pas aussi la mort du premier geste de sagesse politique qui ait été accompli ces dernières années en Asie.

Gomulka, l'Occident et la liberté

Après le refus du gouvernement de Varsovie de délivrer un passeport au cardinal Vychinsky pour venir à Rome à l'occasion des cérémonies du millénaire catholique de la Pologne, le leader Gomulka a énuméré dans une allocution à la Télévision, quelles sont les fautes du cardinal.

« Vychinsky veut orienter la Pologne vers l'Occident quand il appelle familièrement la Pologne le rempart du christianisme. » Qu'y a-t-il derrière ce rempart? — se demande Gomulka — Il y a l'Union Soviétique comme dirait le cardinal Vychinsky, il y a l'athéisme et le communisme. Non, on ne nous imposera pas cette orientation politique — a-t-il continué — cette Nation a changé, elle ne peut plus être orientée vers l'Occident ». Et il a ajouté, parlant toujours avec le plus grand sérieux: « Si le cardinal Vychinsky ou d'autres évêques veulent ex-

primer leurs points de vue sur les problèmes politiques, nous ne le leur défendrons pas, mais nous ferons ce qui est en accord avec le gouvernement du peuple polonais ».

En d'autres termes, Vychinsky aurait toute liberté de faire publiquement de la propagande au parti communiste polonais.

Ce concept de Gomulka sur la liberté nous rappelle un dialogue entre un journaliste américain et un russe. Le journaliste américain disait :

« Chez nous, aux Etats-Unis, la presse est entièrement libre. Si moi, par exemple, je crois que le président Eisenhower est un imbécile, je peux l'écrire tranquillement sans qu'il m'arrive rien ».

« C'est comme chez nous, en URSS — répondit le russe — Même liberté: si j'écris sur la "Pravda" qu'Eisenhower est un crétin, il ne m'arrivera rien ».



Giacometti

Le 12 janvier est mort à Coire, en Suisse, Alberto Giacometti, grand peintre et sculpteur, ami de Picasso, de Brancusi, de Mirò, représentant exceptionnel de cette « école de Paris » qui a donné à l'art européen une indiscutable primauté mondiale.

Il était né à Stampa, dans la Suisse Italienne, le 10 octobre 1901. Il vécut de longues années à Paris et aussi en Italie, à Venise, Assise et Rome.

Pour l'Europe artistique et le monde entier, c'est une irréparable perte.



Indira Gandhi

Indira Gandhi, fille du Pandit Nehru, est le nouveau Premier Ministre de l'Inde. Pour beaucoup, une femme à la tête d'un peuple de presque un demi milliard d'âmes, est une innovation quelque peu audacieuse. Mais si cette nomination a paru à l'étranger surprenante, en Inde où la fille de Nehru est très populaire, tous l'attendaient.

Née en Suisse le 19 novembre 1917, Indira Gandhi recouvre la

plus haute charge politique de son pays à moins de 50 ans, dans la plénitude de ses forces et de sa maturité. Ayant vécu longtemps auprès de son père (Nehru disait: « sans Indira je ne serais que la moitié de moi-même ») elle a une riche expérience politique. A 21 ans elle était membre actif du Congrès et à Londres elle incitait les étudiants à la lutte pour la libération. Une activité qui lui valut du reste 13 mois de prison.

Elle a pris ses diplômes à Oxford et à Santiniketau, en Inde. Grâce à ses longs voyages et séjours à Londres et à Washington où elle a beaucoup d'amis, Indira Gandhi connaît à fond aussi bien les vertus que les faiblesses du monde occidental. Très attachée aux traditions millénaires de son fascinant Pays, Indira Gandhi joint à sa culture et à sa sagesse le charme physique et la distinction.

LES LIVRES

"CZARISM AND REVOLUTION"

par A. Goulevitch

(Omni Publications - Hawthorne, Calif., 1962, 272 p. in 8°)

Dans la préface du livre, l'auteur explique le but de l'ouvrage: jeter une lumière nouvelle sur la Russie et sur ses institutions d'avant la révolution bolchevique, en dissipant les erreurs répandues à ce propos par les étrangers et par les auteurs russes (p. 16-17).

Dès les premières pages du livre, le lecteur se trouve en présence d'un patriote fortement attaché au passé de la Russie tzariste et qui se propose de mettre en relief la contribution fournie par la Russie à l'échelle universelle au développement de la science, de la littérature et des arts. Une « brillante culture » qui cependant — précise l'auteur — n'aurait pas pu se développer sans l'appui du génie créateur des Tzars (p. 15).

Le livre traite ensuite en douze chapitres amplement et solidement documentés du développement de l'Etat tzariste, des aspects fondamentaux de l'économie nationale, du rôle international de la Russie, enfin, avec des détails inédits, de ce que l'auteur appelle « la grande catastrophe de 1917 ».

Un pareil ouvrage mérite d'être apprécié à sa juste valeur. Sa lecture sera utile non seulement à ceux qui s'intéressent aux grands problèmes de l'histoire mais aussi aux observateurs attentifs des convulsions politiques, économiques et sociales de l'époque moderne.

L'Europe (unie) doit connaître ses voisins, en particulier le plus étendu, la Russie, qui tend toutefois à se développer avec des méthodes et dans des formes bien différentes de celles dont l'auteur fait l'éloge.

A propos d'Emma Gramatica

Les colporteurs de la culture européenne

par Manlio Miserocchi

Il y a quelques mois est morte à Rome, à un âge avancé, Emma Gramatica, l'une des plus grandes actrices du théâtre italien de la première moitié de ce siècle. L'écrivain italien Manlio Miserocchi, qui a été mêlé de près à la vie intellectuelle et culturelle européenne (il fut notamment ami de l'écrivain britannique Aldous Huxley auquel - a-t-il suggéré dans ces colonnes - on pourrait à juste titre décerner le Prix Nobel) veut bien nous parler ici de « la signora du théâtre italien » qui a tant fait, par son talent, pour faire aimer et connaître sur les scènes de son pays les œuvres des grands dramaturges de toute l'Europe. C'est qu'en effet, mieux que d'autres artistes, que ne sont pas en contact avec le public, les acteurs sont de véritables « colporteurs » de la culture.

Du répertoire anglais, français, scandinave.

En dehors de Shaw, elle nous donna, pour le théâtre anglais Theo Fraser et pour le théâtre français Henri Bataille, Paul Gerdaldy, Amiel, Pierre Wolf. Mais elle fut inégalable dans *L'éventail de lady Windermere* d'Oscar Wilde, toute élégance et perfidie et quand elle invitait son jeune amant à assister à sa toilette matinale, dans le rôle de lady Frederick (Somerset Maugham), qui donc pensait à son âge? Elle savait dépouiller de leur rhétorique le théâtre de D'Annunzio ou d'Ibsen. C'est avec sa soeur Irma qu'elle jouait Borgmann et c'est encore avec elle qu'elle nous donna une admirable interprétation de la « Thérèse Raquin » de Zola.

Emma savait aussi interpréter les rôles de créatures mauvaises, mais alors elle trouvait le moyen de racheter les fautes de la coupable, d'ennoblir ses erreurs par une sorte de fierté hautaine. Si fragile, elle pouvait être l'image de la passion, de l'emportement, de la perfidie féminine. Et puis, d'une caresse légère, elle effleurait les géraniums qui poussent sur l'arbre tordu de Gasparina dans « Ma non è una cosa seria »: le geste ailé, allusif qu'il fallait à la poésie hermétique de Pirandello.

Elle aimait les géraniums de son balcon, fleurs chaleureuses et robustes comme elle, l'actrice volontaire, disciplinée et rebelle, toujours prête à partir, peu importait vers quel pays, pourvu qu'il s'y trouvât un théâtre. Un théâtre où la petite « signora » prenait une stature gigantesque. Et quelle que fût la langue dans laquelle elle jouait, elle touchait tous les coeurs.

D'innombrables tournées à l'étranger

La génération d'aujourd'hui ne peut pas la juger. Il faut l'avoir connue dans tout le cycle de sa carrière. Dans sa fragilité elle était infatigable, dans son travail incessant elle gardait une jeunesse miraculeuse et surtout défendait son enthousiasme qui ne l'a pas quittée jusqu'à la dernière minute. Elle pouvait jouer les ingénues à 40 ans, être dans la même soirée l'héroïne du « Sogno di Primavera » de D'Annunzio et la *Signora delle vecchie medaglie* qu'elle présentait à Paris en 1927, au Théâtre Edouard VII, première étape de ses innombrables tournées à l'étranger. Alors que d'autres actrices arrivaient en scène entourées de corbeilles de fleurs qui montaient jusqu'au plafond, Emma Gramatica jouait au « Nazionale » devant 17 personnes avec un bouquet de violettes qu'elle avait payé de sa poche.

Je crois qu'elle a commencé à devenir célèbre avec la Cyrienne de « Divorçons » de Sardou qui fut, à certains points de vue, le personnage le plus osé de son répertoire, car elle ne voulait jamais de rôles exigeant des attitudes incorrectes, des répliques et des scènes

libertines. Quand il y en avait, elle les coupait impitoyablement. C'est pourquoi on peut l'appeler à bon droit « la signora du théâtre italien ».

Ce que les meilleurs auteurs d'Europe écrivaient...

Elle nous a donné ce que les meilleurs auteurs d'Europe écrivaient dans la première moitié du siècle: Molnar, Singe, Shaw, nous les avons mieux connus grâce à elle. Dans « Candide » de Shaw, elle jouait le rôle de Eugene et lorsque Candide lui demandait au dernier acte « quel âge avez-vous? », il fallait entendre la Gramatica répondre « Ce matin j'en avais 18, maintenant je suis vieux comme le temps... et dans cent ans, nous aurons tous le même âge... ». Elle a été la première à nous donner la *Profession de Mrs. Warren* où elle jouait le rôle non de la protagoniste, mais de sa fille Vive, et elle fut la première à nous donner Pygmalion où la petite fleuriste qui balbutiait le cockney se transforme en une lady qui parle l'anglais de May Fair. Et elle fut la première grande Jeanne d'Arc du théâtre européen.

PETITES NOUVELLES

COOPÉRATION NUCLÉAIRE EST-OUEST

Les publications des pays de l'Est dans le domaine nucléaire seront rassemblées dans un centre de documentation à la bibliothèque du centre de recherches nucléaires de Juelich à la suite d'un accord conclu entre ce centre et la commission de la Communauté atomique européenne. Ce centre documentaire se procurera tous les textes en langue originale publiés dans les pays de l'Est dans les domaines de la technique et de la science nucléaires avec la coopération du centre d'information et de documentation de l'Euratom ainsi que de la bibliothèque d'informations ethniques de Hanovre. Les listes de ces publications seront publiées à partir de janvier 1966 dans le « Transatom Bulletin » publication mensuelle de cet organisme.

PRIX DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Le Prix des communautés européennes décerné tous les deux ans à des publications présentant une étude intéressante d'un problème de l'intégration européenne, a été réparti le 7 décembre entre une Italienne et deux Allemands. Le premier prix a été remis à Mme Tizzano de Naples pour son étude sur le Tribunal de la C.E.E. le deuxième prix à M. Solm Wittig pour une étude d'économie politique sur la CECA, et le troisième, à M. Olaf Sievert pour une étude sur les échanges commerciaux internationaux.

CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES SCIENCES APPLIQUÉES

Une Conférence européenne des étudiants en sciences appliquées a été fondée à Dusseldorf par les associations nationales d'élèves-ingénieurs de Finlande, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse et République fédérale d'Allemagne.

PICASSO ET L'EUROPE

M. Arthur Jacobsen de Quimper (France) nous écrit: « J'ai été étonné de constater que vous avez publié en couverture de votre numéro de Noël un dessin de Picasso. Ce choix n'est-il pas étrange de la part d'une revue européenne? Picasso n'est-il pas considéré comme un philo-communiste depuis la sensationnelle Colombe? »

Nous pourrions répondre à notre lecteur — que nous remercions en passant de l'intérêt qu'il témoigne à notre revue — que l'art n'a pas de frontières, idéologiques ou territoriales. Mais nous négligeons cet argument car nous en avons un plus frappant. Les Russes n'aiment pas Picasso, ni son art que la Pravda a jugé en son temps « décadent et pourri » à l'image d'une Europe dégénérée qu'il représente fidèlement. Et, à ce propos, nous reproduisons pour notre lecteur ce passage du livre de André Mauraux, « Les Conquêteurs », car nous ne saurions pas mieux dire:

« Ce n'est pas par hasard que les communistes attaquent Picasso. Cette peinture met en question le système même sur lequel ils le fondent, elle est, qu'elle le veuille ou non, la présence la plus aiguë de l'Europe. »

« Dans l'ordre de l'esprit, tout ce que la Russie appelle le formalisme et qu'elle déporte ou tue inlassablement depuis dix ans, c'est l'Europe. Peintres, écrivains, cinéastes, philosophes, musiciens suspects, sont d'abord suspects de subir l'influence de l'« Europe pourrie ». Européens, Eisenstein, Babel, Prokofieff! L'esprit de l'Europe est un danger pour une industrie pharaonique. La condamnation de Picasso à Moscou n'est nullement un accident: elle veut-être une défense des plans quinquennaux... »

La vraie raison pour laquelle la Russie n'est pas européenne n'a rien à voir avec la géographie: c'est la volonté russe ».

Et encore:

« La civilisation atlantique appelle et, au fond (en tant que culture) respecte encore l'Europe: la structure soviétique dédaigne son passé, hait son présent et n'accepte d'elle qu'un avenir où ne reste exactement rien de ce qu'elle fut ».

bulletin européen

Rédacteur politique: MORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVA GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger Dollars 3, —
ABONNEMENT D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10, —
c/c postale Roma N. 1/16290

Ente Civile Universites Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo. PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.